

Une historiographie du conflit de 1990 dans le sud du Kirghizstan

A Historiography of 1990 Conflict in South Kyrgyzstan

ИСТОРИОГРАФИЯ СОБЫТИЙ 1990 ГОДА НА ЮГЕ КЫРГЫЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ

Zajraš Galieva

Traducteur : Anna Zaytseva



Édition électronique

URL : <http://asiecentrale.revues.org/3350>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2016

Pagination : 273-298

ISBN : 978-2-84743-161-2

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Zajraš Galieva, « Une historiographie du conflit de 1990 dans le sud du Kirghizstan », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 01 novembre 2017. URL : <http://asiecentrale.revues.org/3350>

Une historiographie du conflit de 1990 dans le sud du Kirghizstan

Zajraš GALIEVA*

Introduction

C'est à la faveur de l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du Parti communiste de l'URSS qu'à partir de 1985 une politique de réformes fut mise en œuvre. Qualifiée de perestroïka, elle était censée améliorer le socialisme soviétique en y introduisant de nouvelles pratiques démocratiques. Ces réformes se firent en trois étapes :

- 1) La mise en œuvre d'un programme d'accélération du développement socio-économique du pays (1985-86) garantissant une gestion décentralisée de l'économie nationale, l'introduction de l'autonomie budgétaire et la résolution, d'ici l'an 2000, des pénuries de logement et d'approvisionnement ;
- 2) Le lancement d'une politique de transparence (*glasnost*) (1987-1988) marquée par la levée de la censure, l'autorisation de publier de nouveaux journaux et revues, la réhabilitation des victimes des purges staliniennes,

* Zajraš Idrisovna Galieva est docteure en histoire et professeure à l'Université nationale G. Balasagyn du Kirghizstan, elle est spécialiste de l'histoire politique du Kirghizstan indépendant et des États de l'Asie centrale. Ses principales publications sont *Političeskaâ transformaciâ suverennogo Kyrgyzstana: dinamika i osobennosti* [Transformation politique du Kirghizstan indépendant : dynamiques et particularités], Bichkek, 2007 ; *Istoriâ gosudarstva i prava Kyrgyzskoj Respubliki* [Histoire de l'État et du droit de la république du Kirghizstan], Bichkek, 2010 ; *Central'naâ Aziâ: dinamika social'no-političeskih processov* [L'Asie centrale : dynamique des processus socio-politiques], Bichkek, 2014. Contact : zaga353@mail.ru

le rétablissement de la mémoire historique des peuples et la révélation des « pages blanches » de l'histoire.

3) Enfin, une période de différenciation et de scission (1989-1991) au sein du camp des partisans de la perestroïka, l'intensification des politiques de transition vers l'économie de marché et les premières revendications ouvertes de souveraineté nationale.

Mais les réformes économiques ne permirent pas d'améliorer le quotidien de la population. Le caractère contradictoire des réformes lancées dans le cadre du système dit « de commandement administré » se manifesta avec une acuité particulière dans le domaine politique. Il devenait urgent de mettre un terme au monopole du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et de relancer l'activité des soviets.

En 1989, une opposition démocratique commença à émerger en URSS sous la forme du Groupe interrégional des députés (*Mežregional'naâ deputatskaâ gruppâ*). Au-delà de simples réformes, le groupe revendiquait un changement total du système politico-social soviétique. Son activité aboutit à l'abolition du monopole du PCUS ainsi qu'à l'instauration d'une fonction de Président, que Mikhaïl Gorbatchev fut le premier à occuper. Cette nouvelle institution s'avéra néanmoins très faible et ne put empêcher la désintégration de l'État, qui commença par le démantèlement de son puissant pilier, le Parti communiste. Il n'en reste pas moins que la perestroïka eut des conséquences importantes pour le destin des peuples de l'Union soviétique. L'impulsion réformatrice donnée par cette dernière produisit un élan de participation politique des masses et mit en branle de nouvelles forces sociales dans toutes les républiques soviétiques.

Le Kirghizstan ne fut pas épargné par ces bouleversements : la société commençait à se politiser, les institutions démocratiques se développaient et l'opposition au Parti communiste grandissait avec l'apparition d'associations informelles de la société civile : des clubs, des sociétés, des cercles de discussion, des comités d'autogestion sociale, etc. Parmi les premiers clubs, citons *Sovremennik* [Le Contemporain], club de discussion de l'usine des machines électroniques de Frounze (*Zavod ÈVM*), et *Demos*, créé en 1987. Leurs débats eurent une grande résonance au sein des débats publics de la RSS kirghize, notamment sur la reconstruction des monuments historiques et culturels kirghiz, la réhabilitation des victimes des répressions et la sauvegarde de la mémoire historique des Kirghiz. Durant l'automne 1988, les

membres de *Demos* préparèrent un projet de programme du Front populaire des forces socio-politiques de la république (*Narodnyj front obščestvenno-političeskij sil respubliky*), provoquant une vive réaction des autorités et la répression des militants du club (Ponomarev V., 1991, pp. 86-87).

L'association *Memorial*, créée à Moscou en juin 1989, compte parmi ses fondateurs les clubs *Demos*, *Èkolog* [L'Écologiste] et *Poisk* [La Recherche]. *Memorial* avait pour objectifs principaux la commémoration des victimes des répressions stalinienne, la lutte contre les résurgences du stalinisme et la critique du système socialiste. Ce fut au sein de ces associations de la société civile que se cristallisèrent les courants de la libre pensée contre les dogmes de l'idéologie soviétique et se formèrent les futurs responsables politiques.

Au printemps 1989, les élites au pouvoir critiquèrent les clubs de discussion, perçus comme des organisations informelles de la société civile au Kirghizstan. Dès lors, apparurent des associations, renforcées par la lutte pour la renaissance de la culture et la langue kirghizes. L'année 1989 fut donc charnière dans la dynamique de ces unions informelles. D'abord, « après plusieurs décennies de stagnation, le national se mettait en action » (CGA PD KR, f. 56, op. 278, d. 5, l. 8), le mouvement national kirghiz se développait et se renforçait. Ensuite, les idées nationales occupaient une place centrale dans les programmes de nombreuses organisations. Enfin, l'activité de beaucoup de ces organisations de la société civile revêtait un caractère ouvertement anticomuniste. La participation politique des masses devint dès lors extrêmement active et chaotique, sous l'effet d'une liberté subitement acquise.

L'été 1989 vit l'explosion des tensions sociales et nationales dans la république, en raison du manque chronique de logements. À Frounze, un mouvement spontané regroupa les citoyens en quête d'un logement propre, après de longues années de séjour et de travail dans la capitale. Ils s'accaparèrent des terres en périphérie de la ville, afin d'y construire des logements individuels¹. Les tensions, parfois explosives, qui opposaient les citoyens aux autorités s'apaisèrent après que ces dernières eurent délivré une autorisation officielle pour la construction de maisons individuelles.

L'économie du Kirghizstan, notamment dans le sud de la république, reposait sur une exploitation rentière des matières premières destinées

¹ Voir sur ce sujet l'article de Kočkunov dans ce même numéro.

aux régions industrielles plus développées de l'URSS. Plus des deux tiers des Kirghiz vivaient à la campagne et vaquaient à des activités agricoles, tandis qu'à peine plus d'un quart travaillaient dans l'industrie et le bâtiment. Dans des villes petites et moyennes, il existait quelques industries d'extraction et de transformation de minerais, directement gérées par les autorités fédérales. À cette époque, l'oblast d'Och s'étendait sur tout le sud du pays² et jouissait d'un très faible développement industriel.

C'est également à cette époque que l'exode rural des Kirghiz s'accroît. À la fin des années quatre-vingt, une part importante de migrants ruraux habitaient déjà dans les villes du Kirghizstan, sans disposer de leur propre logement, d'un emploi bien rémunéré ou d'un contrat de travail permanent. Le Kirghizstan fut frappé par une crise économique induisant chômage, inflation, baisse brutale du niveau de vie, pénurie de biens de consommation et de denrées alimentaires de base, etc. Cette situation allait en s'aggravant dans la mesure où les autorités fédérales se souciaient peu de l'infrastructure sociale et culturelle de la RSS kirghize. De sorte que les villes de la république subissaient de plein fouet le manque de logements et de services sociaux, sanitaires et économiques pour répondre aux besoins accrus de la population.

Parallèlement à la crise économique, la polarisation grandissait au sein de la population en fonction de l'appartenance ethnique. Ce phénomène s'observait particulièrement dans le sud du pays, où les Kirghiz vivaient au côté de communautés compactes d'Ouzbeks, de Russes, de Tatars et d'autres groupes ethniques.

Les principaux déterminants des relations interethniques

Parmi les nombreux facteurs régissant les relations interethniques au Kirghizstan, nous pouvons en relever trois qui déterminent tous les autres facteurs : les conditions sociales et économiques, la situation politique, et les ingérences extérieures. Ces trois facteurs jouèrent un rôle négatif sur les relations entre Kirghiz et Ouzbeks dans le sud de la RSS kirghize durant la perestroïka.

² L'oblast d'Och fut par la suite divisé en trois oblasts distincts : Och, Djalalabad (créé en 1990) et Batken (créé en 1999).

La situation sociale et économique des habitants de l'oblast d'Och était alors à peine différente des piètres conditions de vie de l'ensemble de la population de la RSS kirghize. Pourtant, la crise économique, le chômage et l'inflation frappèrent de manière encore plus forte cet oblast rural, où la population cultivait le coton et le tabac. La région était d'ailleurs en dernière position du classement républicain du niveau de vie des habitants. Son faible tissu industriel reposait sur de rares entreprises, telles que le combinat cotonnier Ak Žibek et l'usine de pompes industrielles tous deux situés à Och, ou encore le combinat d'antimoine de Kadamžaj. Pendant les années de perestroïka, la part des employés dans l'industrie baissa considérablement. Près de 50 000 personnes de l'oblast d'Och, soit un adulte sur six, n'avaient aucun emploi ; et les trois quarts d'entre eux étaient des jeunes de moins de trente ans (Asankanov, 1996, p. 172).

En l'absence de solution de la part des autorités nationales et régionales, la dégradation des conditions de vie des habitants du sud du pays entraîna une déstabilisation des relations interethniques. Le mécontentement croissant des Kirghiz face à leur précarité sociale et économique engendrait une hostilité grandissante vis-à-vis des autres groupes ethniques, notamment des Ouzbeks, qui jouissaient de conditions meilleures. Il s'agissait donc d'un processus de personnification ethnique des tensions socioéconomiques dans l'oblast d'Och, accentuée par l'inefficacité des politiques gouvernementales et l'effet croissant de l'économie de l'ombre. Si les Kirghiz exprimaient leur insatisfaction auprès des administrations locales, régionales et nationales, une partie des Ouzbeks du Kirghizstan espéraient que la RSS ouzbèke voisine les intégrerait dans son territoire ou, du moins, soutiendrait la constitution d'un territoire autonome ouzbek au sein du Kirghizstan³.

Les réformes politiques étaient également propices au développement de tensions interethniques. Tous les acquis de la perestroïka – le processus de démocratisation, la transparence, l'élargissement des droits accordés aux RSS, la liberté de parole – favorisaient l'expression ouverte des idées lors de réunions publiques, de manifestations et dans les médias. Cela concernait aussi bien les Kirghiz que les Ouzbeks, les Russes, les Ouïgours

³ Rappelons ici que, dès 1988, le conflit du Haut-Karabagh, province arménienne d'Azerbaïdjan dont les velléités séparatistes étaient soutenues par l'Arménie voisine, avait trouvé un écho auprès des groupes ethniques vivant dans une situation similaire.

et les autres groupes ethniques du Kirghizstan. Cependant, la majorité de la population n'était pas encore prête à assumer sa nouvelle condition d'un point de vue psychologique et moral. La souveraineté du Kirghizstan, idée revendiquée par divers mouvements et organisations socio-politiques, était perçue par une partie des citoyens kirghiz comme la souveraineté du groupe ethnique titulaire de la nation, ce qui impliquait à leurs yeux de privilégier uniquement les Kirghiz dans tous les domaines. Ceci ne pouvait que renforcer les tensions interethniques.

Dans l'oblast d'Och, des organisations communautaires contribuèrent, à partir de 1989, à l'exacerbation des tensions entre Kirghiz et Ouzbeks : le NDFK, acronyme russe du Front populaire démocratique du Kirghizstan (*Narodno-demokratičeskij Front Kirgizii*) et *Oš-ajmagy* [District d'Och] regroupaient des milliers de jeunes activistes kirghiz. Le NDFK véhiculait l'idée qu'il fallait « calmer les Ouzbeks d'Och trop à leur aise et qui utilisaient les Kirghiz comme main-d'œuvre auxiliaire » (Razzakov, 2011, p. 79). *Oš-ajmagy* exigeait, pour sa part, la distribution de parcelles aux Kirghiz ne disposant pas d'un logement propre à Och, afin qu'ils puissent y construire une habitation. Quant aux Ouzbeks, leur organisation *Adolat* [Justice] avait pour principale mission la sauvegarde et le développement de la culture, de la langue et des traditions ouzbèkes. Certains de ses membres exprimaient également des revendications territoriales, réclamant la révision des frontières entre les RSS kirghize et ouzbèke ou la mise en place d'une autonomie ouzbèke au sein de la RSS kirghize. *Oš-ajmagy* et *Adolat* développèrent une « image de l'ennemi ». En manipulant l'opinion, elles réussirent à introduire l'idée d'exception nationale dans les consciences des Ouzbeks et des Kirghiz (Èlebaeva & Iordan, 1995, p. 26).

L'existence d'aspirations séparatistes parmi les leaders communautaires ouzbeks est attestée par une lettre signée d'un groupe de vingt-trois vétérans de la Grande Guerre patriotique, vétérans du travail et membres du PCUS de la ville de Djalalabad dans l'oblast d'Och, datée du 2 mars 1990, et adressée au président du Soviet des nationalités du Soviet suprême de l'URSS, Rafik Nišanov, au premier secrétaire du Comité central du PC de la RSS kirghize Absamat Masaliev, aux comités de rédaction de la revue *Izvestiâ CK KPSS* [Les Nouvelles du Comité central du PCUS] et du journal *Sovetskaâ Kirgiziâ* [La Kirghizie soviétique] :

La population autochtone de la région est *de facto* constituée d'Ouzbeks (560 000 personnes environ). Ce peuple a un mode de vie, des traditions, des coutumes, une culture et une langue authentiques et séculaires qui lui sont propres. Si, dans l'ensemble de la république, la part des Ouzbeks se limite à trente pour cent, dans la région d'Och, c'est-à-dire dans la zone de peuplement compact, elle atteint plus de cinquante pour cent [...]. Nous sommes fermement convaincus qu'afin de résoudre au mieux les problèmes liés à l'égalité effective des droits entre les nationalités, les Ouzbeks ont besoin d'un nouveau mécanisme de gestion étatique dans le cadre de la RSS kirghize, sous la forme d'une autonomie de la région d'Och au sein de la république. La mise en place d'une république d'Och autonome à l'intérieur de la RSS kirghize nous semble la solution la plus raisonnable aux tensions interethniques et, en même temps, une façon de corriger les erreurs du passé inhérentes à la période où les questions nationales étaient résolues par les méthodes propres au système de commandement administratif sous la direction de Staline lorsqu'il était commissaire du peuple aux nationalités. Ce type d'organisation de l'État permet d'établir démocratiquement une égalité des droits des nationalités. Pour cela, la république est dotée de toutes les possibilités nécessaires. Compte tenu des considérations évoquées, nous nous permettons de porter à votre attention notre demande d'intégrer à l'ordre du jour du Soviet des nationalités du Soviet suprême de l'URSS, la mise en place de la région autonome soviétique socialiste d'Och au sein de la RSS kirghize ainsi que les modifications nécessaires à apporter à la Constitution de l'URSS et de la RSS kirghize. Notre opinion à ce sujet est partagée avec la population de la région, en particulier les habitants des villes d'Och et de Kyzyl-Kiâ, des districts de Suzak, Bazar-Korgon, Leninsk, Aravan, Ala-Buka, Kara-Suu, Uzgen et d'autres. Nous considérons qu'il est plus avisé de résoudre ce problème par le haut, sans attendre une explosion qui, dans les conditions actuelles, n'est pas exclue (Razzakov, 2011, pp. 98-101).

Notons néanmoins, l'argument sur la prétendue majorité des Ouzbeks dans la région (Asankanov, 2009, pp. 391-392), soumise à diverses formes d'oppression, s'appuie sur des données qui ne correspondent pas aux résultats du recensement de la population de l'URSS de 1989 indiquant que les Kirghiz représentaient 52,4 % de la population nationale, les Ouzbeks 12,9 %, les Russes 21,5 %, et les autres groupes ethniques 13,2 %. Dans la région d'Och, on comptait alors 59,7 % de Kirghiz, 26,1 % d'Ouzbeks et 6,3 % de Russes (Goskomstat, 1990).

La lettre fut reproduite par les militants d'*Adolat* et diffusée dans la population ouzbèke afin de convaincre de nouveaux partisans pour la mise en place d'une région autonome ouzbèke. Cela entraîna une recrudescence

des tendances séparatistes parmi la jeunesse ouzbèke, et accentua plus encore la confrontation entre les deux groupes ethniques, car les Kirghiz se méfiaient de l'autonomisation des Ouzbeks, les jeunes considérant ces actes comme un « séparatisme visant à scinder l'unité de l'État kirghiz » (Myrzakmatov, 2011, pp. 6-7).

Le début du conflit (20 avril-3 juin 1990)

Les années de perestroïka furent marquées par le flux vers la ville d'Och des jeunes Kirghiz des villages environnants. En ville, les emplois les plus convoités étaient ceux liés au commerce – et ce malgré la pénurie des denrées alimentaires et des biens de consommation – mais aussi au secteur de la restauration et des transports publics. Ces niches économiques étaient alors principalement occupées par les Ouzbeks, 71,4 % dans le commerce, 74,7 % dans la restauration et 79 % dans les transports publics. Ce déséquilibre ethnique provoqua au sein de la jeunesse kirghize le sentiment d'une injustice subie sur leur terre natale (Èlebaeva & Jordan, 1995, p. 173) ainsi que le ressentiment à l'égard de la population ouzbèke.

À ce phénomène, s'ajoutait la pénurie de logements : la liste d'attente de logements comportait 58 000 personnes dans la région (près d'un sixième de la population) et plus de 12 000 personnes pour la seule ville d'Och, parmi lesquelles une partie importante étaient des familles ouzbèkes (Anonyme, 1990c). L'organisation *Oš-ajmagy* lança une campagne pour collecter les requêtes des Kirghiz souhaitant obtenir une parcelle individuelle. Le 20 avril 1990, leur nombre s'élevait à 5 000, et le 23 avril, les dirigeants de l'organisation adressèrent au premier secrétaire du Comité central du PC de l'oblast d'Och, Usen Sydykov, ainsi qu'au président du Comité exécutif de l'oblast, un rendez-vous afin de réfléchir ensemble à une solution pour distribuer les parcelles de terre (Razzakov, 2011, pp. 46-47). En outre, ils demandèrent de l'aide pour enregistrer officiellement *Oš-ajmagy*, disposer d'un temps de parole dans des émissions de radio et de télévision locales, et d'une rubrique spéciale dans la presse écrite pour relater les activités de leur organisation (Masaliev, 2004, pp. 15-16). La rencontre eut lieu le 17 mai 1990, dans une ambiance tendue : les jeunes Kirghiz menacèrent de s'accaparer des terres si les autorités ne procédaient pas à une distribution avant le 25 mai (*ibid.*, p. 16).

Face à l'intransigeance des autorités de l'oblast, qui refusaient de céder à l'ultimatum, les militants d'*Oš-ajmagy* organisèrent une série de manifestations, dont celle qui eut lieu le 27 mai 1990 sur le territoire du kolkhoze Lénine adjacent à la ville d'Och. Les 5 000 manifestants kirghiz avaient quatre revendications : 1) l'octroi de parcelles constructibles ; 2) la démission du premier vice-président du Soviet suprême de la RSS kirghize, Renat Kulmatov, auquel ils reprochaient son inaction lorsqu'il était premier secrétaire du comité régional du PC de l'oblast d'Och entre 1981 et 1990 ; 3) la réduction de la part des Ouzbeks dans le domaine du commerce et des services à la population à 50 % ; 4) la régulation des migrations intérieures en facilitant l'enregistrement sur le lieu de résidence (*propiska*) et l'accès à l'emploi et au logement des jeunes Kirghiz (Razzakov, 2011, p. 80).

Sous la pression des manifestants, les dirigeants locaux du PC, venus à la hâte, firent la promesse de leur octroyer trente hectares du kolkhoze Lénine. Les manifestants fixèrent la date butoir au lundi 4 juin pour que cette mesure soit mise en œuvre. Mais les habitants du kolkhoze Lénine, tous des Ouzbeks, s'opposèrent à cette décision. Pour éviter un conflit, les autorités firent marche arrière et proposèrent aux militants d'*Oš-ajmagy* un total de 662 hectares de nouvelles parcelles, soustraites aux kolkhozes de Kalinin, Papan et Keneš. Face à l'opiniâtreté de 200 militants d'*Oš-ajmagy* qui insistaient pour obtenir les terres promises sur le kolkhoze Lénine, les autorités de l'oblast cédèrent à nouveau au profit des militants kirghiz. Mécontents de cette décision, les Ouzbeks organisèrent à leur tour une manifestation le 30 mai sur le territoire du kolkhoze Lénine. Ils rédigèrent un manifeste destiné aux autorités de l'oblast et de la république en quatre points : 1) la création du territoire autonome d'Och et la reconnaissance de l'ouzbek comme langue d'État ; 2) la création d'un centre culturel ouzbek ; 3) l'ouverture d'une faculté de langue ouzbèke au sein de l'Université pédagogique d'Och ; 4) le limogeage du premier secrétaire du comité régional du PC de l'oblast, Usen Sydykov, accusé de protéger exclusivement les intérêts des Kirghiz.

Le mécontentement des Ouzbeks était d'autant plus grand que la majorité des cadres dirigeants était des Kirghiz (AŽK KR, d. 01-2, t. 17, l. 237-238). Les autorités se devaient de répondre à ces revendications avant le 4 juin, date butoir fixée par *Oš-ajmagy* pour l'attribution des parcelles du kolkhoze Lénine. Le ressentiment entre les deux groupes ethniques s'aggrava

après l'expulsion de 700 familles kirghizes de leur logement dans les quartiers ouzbeks d'Och (Masaliev, 2004, p. 17).

Le déroulement du conflit (4-9 juin 1990)

Le conflit foncier se transforma en une confrontation interethnique. Le 4 juin 1990, les deux communautés antagonistes – 1 500 Kirghiz et 10 000 Ouzbeks – se retrouvèrent sur le territoire du kolkhoze Lénine (Razzakov, 2011, p. 80). Afin d'éviter l'affrontement, plusieurs détachements des forces spéciales de la police, armés de mitraillettes, s'interposèrent. Le président du Conseil des ministres de la RSS kirghize, Apas Džumagulov, le secrétaire chargé de la propagande du Comité central du PC de la RSS kirghize, Medetkan Šerimkulov et le président du Conseil municipal d'Och, B. Fattaev, intervinrent auprès des manifestants et annoncèrent la construction, sur le terrain contesté, d'un centre culturel kirghiz Kara-Šoro ainsi qu'un immeuble d'une capacité de deux cents appartements dans le but d'accueillir ceux pour qui l'obtention d'un logement était urgente. Les autres se verraient octroyer des parcelles sur trois kolkhozes du district de Kara-Suu, eux aussi contigus à la ville d'Och.

Satisfaits de ces mesures, la majorité des Kirghiz se dirigèrent vers les trois kolkhozes pour prendre possession de leurs parcelles mais les autorités ne s'y rendirent pas. Si bien qu'ils revinrent au kolkhoze Lénine pour exprimer à nouveau leurs revendications. Une première tentative de briser le cordon de police en lançant des projectiles et cocktails Molotov entraîna une riposte des policiers et un recul provisoire de la foule. Les appels au calme des autorités furent noyés dans la clameur et les sifflements de la foule. Et lorsque Fattaev informa la foule que presque toutes les exigences du côté ouzbek seraient satisfaites à l'exception de celle de créer une région autonome (Anonyme, 1990c), les Ouzbeks s'attaquèrent, à leur tour, au cordon des forces de l'ordre en scandant le slogan « Autonomie ! ».

À 19 h, la confrontation devenait imminente. L'apparition d'un groupe de personnes au croisement du périphérique et de la route menant vers l'aéroport fut interprétée comme l'arrivée d'un renfort aux Ouzbeks depuis la région d'Andijan en Ouzbékistan (Omuraliev, 2010). Afin de conserver le contrôle de la situation, les policiers tiraient en l'air et vers le sol et recevaient en contrepartie des cocktails Molotov, des pierres, des bâtons et toutes sortes de projectiles (Anonyme, 1990c). Quelques balles tuèrent par

ricochet plusieurs Ouzbeks. Portant leurs morts en criant « Le sang pour le sang ! », les Ouzbeks se dirigèrent vers la ville en attaquant les Kirghiz sur leur passage, et les Kirghiz firent de même en empruntant un autre itinéraire menant vers la ville (Razzakov, 2011, p. 80).

Prises au dépourvu par cette escalade de la violence, les autorités locales furent incapables de stopper la marche meurtrière des jeunes des deux communautés. Le Présidium du Soviet suprême de la RSS kirghize décréta le soir même du 4 juin l'état d'urgence pour la ville d'Och et quelques districts environnants (Anonyme, 1990a). Le lendemain, malgré le quadrillage de la ville par des unités militaires, la situation restait préoccupante et des rixes et pogroms étaient perpétrés dans plusieurs quartiers. Des brigades de jeunes venues des districts voisins tentèrent de briser les cordons de police pour entrer en ville. Les entreprises, les commerces et les écoles furent fermés par mesure de précaution (Anonyme, 1990b). Dans la nuit du 6 au 7 juin, des jeunes prirent d'assaut le bâtiment de la Direction régionale des affaires intérieures et un poste de police. Le matin du 7 juin, ce sont des stations-service et le dépôt des transports routiers de la ville qui furent attaqués, entraînant une rupture de l'approvisionnement en eau potable et denrées alimentaires (Anonyme, 1990d).

Mais la question des relations avec l'oblast voisin d'Andijan (RSS ouzbèke) devenait préoccupante. Des cordons militaires furent installés afin de bloquer toute intrusion de groupes venus de la république voisine. Une délégation officielle fut envoyée d'Andijan pour tenter de ramener au calme les Ouzbeks d'Och (Anonyme, 1990d) mais le même jour, 15 000 Ouzbeks de l'oblast d'Andijan se regroupèrent pour venir soutenir les Ouzbeks d'Och. Ils tentèrent en vain de désarmer les détachements militaires séparant les des deux oblasts (Anonyme, 1990e). Des personnalités politiques et religieuses de la RSS ouzbèke intervinrent auprès de ces jeunes pour les dissuader de prendre part au conflit d'Och (Knâzev, 2012, p. 24). Des intellectuels des deux camps – le poète kirghiz Tchinguiz Aïtmatov et les écrivains ouzbeks Adyl Âkubov et Pirmkul Kadyrov – s'adressèrent également à la population par la chaîne de télévision d'Och pour les appeler à la sagesse, à la tolérance et à l'unité (Anonyme, 1990e).

La diffusion rapide des rumeurs au sujet des événements d'Och entraîna une propagation des violences interethniques dans d'autres régions de l'oblast d'Och, notamment dans les districts de Nookat, Alaj,

Leninskij, Bazar-Korgon, Suzak, Kara-Suu et Toktogul et dans les villes de Djalalabad, Taš-Kumyr et Majli-Saj. Par exemple, des chauffeurs de bus arrivant au soir du 4 juin dans le village kirghiz de Kara-Kuldža (district de Sovetskij), situé à 90 km à l'est d'Och, rapportèrent aux habitants ce qu'ils percevaient comme le massacre des Kirghiz par les Ouzbeks d'Och. Cette rumeur provoqua un grand rassemblement au centre du chef-lieu de district dans le but d'aller en découdre avec les Ouzbeks d'Och (Èlebaeva & Jordan, 1995, p. 260). Les 5 et 6 juin, ils tentèrent même à plusieurs reprises de s'emparer du bâtiment du Département du district des affaires intérieures pour récupérer des armes.

Le 5 juin, c'est dans la ville d'Uzgen, située à 50 km au nord d'Och et peuplée majoritairement d'Ouzbeks, que les tensions interethniques se propagèrent, après l'arrivée d'un groupe de Kirghiz, armés de couteaux, de barres de fer et d'armes à feu. Dans divers quartiers de la ville et des villages environnants, des maisons furent incendiées, des commerces saccagés et des pogroms perpétrés contre les habitants. Le lendemain, l'entrée de troupes militaires mit un terme provisoire aux affrontements, mais ceux-ci reprirent le jour suivant, entraînant la destruction de 180 habitations (Anonyme, 1990e). Dans le district montagneux d'Alaj, peuplé majoritairement de Kirghiz, une foule surchauffée réunie devant le bâtiment du Comité local du PC exigea des armes, puis tenta en vain de s'emparer du bâtiment du Département du district des affaires intérieures. Des tentatives similaires de prise d'armes furent entreprises dans les districts d'Aravan et de Kara-Suu, peuplés majoritairement d'Ouzbeks. Dans le district de Nookat, à 40 km au sud-ouest d'Och, des provocateurs tentèrent d'attiser l'animosité entre les Kirghiz et les Ouzbeks du district en répandant des rumeurs malveillantes (Anonyme, 1990d). Les tensions se répandirent jusqu'à la capitale Frounze, pourtant située à plus de 600 km d'Och. Les 6 et 7 juin, des manifestations estudiantines furent organisées. Dans la nuit du 7 juin, des groupes d'étudiants saccagèrent des boutiques de primeurs, des kiosques à journaux et des voitures (*idem*).

Au total, près de 5 000 Kirghiz et 2 000 Ouzbeks durent quitter leurs habitations et 1 750 Kirghiz et 1 435 Ouzbeks trouvèrent refuge dans des campements provisoires près de la ville d'Uzgen et du village de Myrza-Ake. Le bilan matériel des destructions s'éleva à 85 millions de roubles. Le rapport de la Commission républicaine sur le « Conflit interethnique

dans la région d'Och et les mesures pour la stabilisation de la situation », sous la direction de Džumagulov, dénombre à la date du 15 août 1990 un total de 230 morts, dont 161 dans la ville d'Uzgen, 23 dans la ville d'Och, 24 dans le district de Kara-Suu, 11 dans le district Alaj, 8 dans le district de Sovetskij et 3 dans le district d'Aravan. On dénombra 1 371 blessés, parmi lesquels 1 071 furent hospitalisés. La Commission enregistra 573 incendies criminels dont 411 maisons d'habitation, 54 bâtiments publics et 89 véhicules (Masaliev, 2004, pp. 10-11). Il faut noter que les sources non officielles évoquent parfois plusieurs milliers de victimes (par exemple Kenžesariev, 2010).

Les tentatives de conciliation furent nombreuses : le 8 juin, une rencontre entre le président du Conseil des ministres, Apas Džumagulov, et des représentants des communautés kirghize et ouzbèke fut organisée pour proposer des solutions pour stopper les massacres, protéger la population et rétablir l'unité et la confiance dans le sud du pays ; elle fut suivie, le 9 juin, par une rencontre bilatérale entre les dirigeants des RSS kirghize et ouzbèke (les présidents des Conseils des ministres, respectivement Apas Džumagulov et Šukurulla Mirsaidov) et des oblasts frontaliers d'Och et d'Andijan (les premiers secrétaires des Comités régionaux du PC, respectivement Usen Sydykov et Kaûm Halmirzaev). Mirsaidov déclara que le gouvernement de la RSS ouzbèke était catégoriquement opposé aux revendications d'une région autonome ouzbèke au sein de la RSS kirghize (Anonyme, 1990f).

Une typologie des conflits interethniques pour mieux comprendre le conflit de 1990

Le conflit de 1990 à Och est l'un des nombreux cas de violences interethniques survenues dans l'Union soviétique finissante. Afin de mieux comprendre la nature de ce conflit, nous pouvons faire appel aux nombreuses tentatives de typologie des conflits de l'espace soviétique. Au début des années quatre-vingt-dix, Pain et Popov proposaient une première typologie :

- *Les conflits de stéréotypes* correspondent au stade où les protagonistes ont une image négative l'un de l'autre, l'image d'un voisin hostile, d'un groupe indésirable, sans pour autant se rendre totalement compte des raisons de leurs différends (par exemple, les relations entre Arméniens et Azéris) ;

- *Les conflits d'idées* correspondent au stade où les protagonistes confrontent leurs revendications, chacun se fondant sur le droit historique de son groupe à avoir son propre État (par exemple, l'Estonie, la Lituanie, la Géorgie, le Tatarstan), ou à avoir un territoire ethnique propre (l'Arménie, l'Ossétie du Nord, l'Ingouchie).
- Enfin, *les conflits de passage à l'acte* correspondent au stade où les protagonistes passent des réunions publiques et manifestations socio-ethniques à des confrontations interethniques ouvertes (Pain & Popov, 1990).

En réalité, Pain et Popov distinguaient les différents stades d'un conflit. Arutûnân, Drobîževa et Susokolova ont établi, pour leur part, une typologie des conflits basée sur les objectifs et le contenu :

- *Les conflits institutionnels de statut pour l'indépendance des républiques fédérées de l'URSS* : la nature de ces conflits n'était pas nécessairement ethno-nationale, mais la composante ethnique y était obligatoirement présente. Depuis l'émergence des mouvements nationaux en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Moldavie, en Arménie, en Ukraine et en Géorgie, des revendications furent avancées pour concrétiser des intérêts ethno-nationaux. Au fur et à mesure de leur développement, ces mouvements passaient des exigences ethno-nationales à des revendications d'indépendance étatique, sans toutefois abandonner les mobilisations liées à l'ethnicité. La forme principale des conflits de ce type fut institutionnelle. Les décisions des instances législatives d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie étaient soutenues par la plupart des nationalités titulaires des républiques soviétiques. Il serait dès lors tout à fait justifié de classer ces conflits institutionnels dans la catégorie des conflits ethno-nationaux transformés en mouvements de lutte pour l'indépendance des républiques. Le même scénario fut valable en Géorgie, en Moldavie et dans d'autres républiques de l'URSS.
- *Les conflits de statut au sein des républiques fédérées et des territoires autonomes* apparaissent dans la lutte pour l'amélioration d'un statut ou l'obtention d'un statut. Ceci fut revendiqué par certaines républiques autonomes, par exemple le Tatarstan, souhaitant accéder au statut de république fédérée. Il fut plus tard question d'une « appartenance par association » du Tatarstan à la Fédération de Russie.

- *Les conflits ethno-territoriaux* désignent les disputes de communautés ethniques relatives à leur droit de vivre sur un territoire donné, de le posséder et de le gérer. Il peut s'agir de la lutte pour le rétablissement d'une autonomie (Allemands de la Volga, Tatars de Crimée), pour une réhabilitation juridique et culturelle (Grecs, Coréens, etc.) ou bien pour le retour sur la terres des ancêtres (Turcs-Meskhètes vers la Géorgie). Dans quelques cas seulement, il existe une dimension territoriale. Ces types de conflits sont en général les plus difficiles à résoudre.
- Enfin, *les conflits intercommunautaires* regroupent par exemple le cas russo-estonien en Estonie, russo-letton en Lettonie et russo-moldave en Moldavie. Ce type de conflit peut revêtir l'apparence d'une simple confrontation intercommunautaire ou bien de manifestations d'opposition de masse. Les conflits intercommunautaires en Estonie et en Lettonie furent liés, d'une part, à des mesures discriminatoires des gouvernements à l'encontre des populations n'appartenant pas au groupe titulaire, ainsi qu'à des actions d'extrémistes nationalistes, et d'autre part, à l'organisation de résistances (Arutûnân, Drobiževa & Susokolova, 1999).

Âkov Ètinger propose la typologie la plus détaillée et distingue neuf types principaux de conflits :

- *Les conflits territoriaux* sont souvent liés à la réunification de populations séparées par l'histoire. Leur source est à rechercher dans une confrontation interne, politique, souvent armée entre le gouvernement au pouvoir et un mouvement de libération nationale ou un groupement séparatiste, bénéficiant d'un soutien politique voire militaire d'un État voisin (par exemple, le Haut-Karabagh et l'Ossétie du Sud).
- *Les conflits liés au droit à l'autodétermination* d'une minorité ethnique avec la mise en place d'une entité étatique indépendante (par exemple, l'Abkhazie, la Gagaouzie et la Transnistrie).
- *Les conflits liés au rétablissement des droits territoriaux* des peuples déportés (par exemple, le conflit entre Ossètes et Ingouches sur le contrôle du district de Prigorodnyj).
- *Les conflits liés aux prétentions d'un État sur le territoire d'un autre État.* Il s'agit, par exemple, des visées de l'Estonie et de la Lettonie sur certains districts de la région de Pskov, qui furent annexés à ces États

lors de leur déclaration d'indépendance en 1920 avant de passer à la RSFSR en 1945.

- *Les conflits résultant de changements territoriaux arbitraires* durant la période soviétique. Il s'agit notamment du statut de la Crimée et des démarcations contestées des États centrasiatiques.
- *Les conflits liés à des intérêts économiques divergents* apparaissent lorsque les tensions nationales cachent en réalité une lutte des élites économiques, étroitement liées aux élites politiques, pour le contrôle des ressources (par exemple, les tensions entre Grozny et Moscou, ou entre Kazan et Moscou).
- *Les conflits basés sur des facteurs historiques* sont déterminés par une longue tradition de lutte de libération nationale envers la métropole.
- *Les conflits liés à la présence sur le long terme d'un peuple déporté* (par exemple, les Turcs-Meskhètes en Ouzbékistan, et les Tchétchènes au Kazakhstan).
- Enfin, *les conflits pseudo-linguistiques* qui, sous l'apparence d'une lutte pour le statut d'une langue, cachent souvent des désaccords profonds entre deux groupes ethniques (par exemple, en Moldavie ou au Kazakhstan) (Étinger, 1993, p. 89).

Un dernier auteur, Mikhail Zelenkov, classe les conflits en fonction, dans un premier temps, de leurs causes et origines :

- *Les conflits socio-économiques* peuvent s'expliquer par le chômage, les retards ou impayés de salaires et d'aides sociales, ne permettant pas à la majorité des citoyens de subvenir à leurs besoins de base. Ils peuvent aussi être dus au monopole d'un groupe ethnique dans un secteur économique donné, ou encore à une lutte pour la redistribution d'une part du produit national au profit des autochtones.
- *Les conflits culturels et linguistiques* peuvent découler de la volonté de protéger, valoriser et développer une langue autochtone, une culture nationale ou les droits d'une minorité ethnique.
- *Les conflits ethno-territoriaux et de statut* apparaissent lorsque les frontières étatiques ou administratives ne recourent pas les territoires de peuplement d'un groupe ethnique. Une lutte est alors nécessaire pour redéfinir les frontières, élever le statut et renforcer les droits d'un groupe ethnique.

- *Les conflits séparatistes* qualifient la lutte d'un peuple pour fonder son propre État ou se rattacher à sa mère-patrie ou à un État apparenté du point de vue culturel et historique.
- Enfin il existe également des *conflits interreligieux et interconfessionnels* (Zelenkov, 2006, pp. 240-241).

Mais Zelenkov distingue également les conflits selon leur forme. Ainsi, les conflits interethniques peuvent être violents et non violents. Et parmi les conflits violents, on peut différencier :

- *Les guerres régionales*, durant plusieurs mois, dans lesquelles les confrontations armées engagent des troupes régulières disposant d'un armement lourd ;
- *Les confrontations armées éphémères*, durant quelques jours et faisant néanmoins des victimes. On appelle ces confrontations des « conflits-révoltes », « conflits-pogroms » ou « conflits d'émotions incontrôlables » ;
- *Les conflits basés sur des manifestations* regroupent les réunions publiques, défilés, grèves de la faim et autres actions de désobéissance civile ;
- *Les conflits idéologiques* reposent sur un antagonisme des idées (Zelenkov, 2006, p. 219).

Il faut reconnaître que toute tentative de typologie des conflits interethniques reste une convention, car chaque conflit regroupe plusieurs buts, contenus, formes et expressions. Dès lors, on ne saurait guère distinguer strictement les types de conflit les uns des autres, ni tracer de frontières nettes entre eux.

La nature du conflit de 1990 au sud du Kirghizstan

Le conflit de 1990 repose sur plusieurs causes politiques, économiques et sociales : la crise économique qui a entraîné une baisse du niveau de vie de la population, un accroissement du chômage, et une pénurie de denrées alimentaires et de biens de consommation ; l'affaiblissement et la crise du pouvoir central ; la manipulation de l'identité ethnique dans un but politique ; la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, notamment, la terre ; de graves erreurs de décision des autorités en matière d'exploitation du sol ; l'inattention des autorités vis-à-vis de la crise du logement ; un déséquilibre dans la gestion des ressources humaines ; des priorités

inégales dans le monde du travail ; l'aspiration séparatiste d'une partie de la population ouzbèke ; une inégalité réelle des droits entre les deux principaux groupes ethniques de la région dans les diverses sphères de la vie sociale ; l'absence de réactions opportunes de la part des autorités de l'oblast et de la RSS kirghize pour prévenir une confrontation inter-ethnique ; l'intensification des tendances destructrices comme conséquence d'un laisser-aller en matière du travail éducatif vis-à-vis de la jeunesse.

Le conflit interethnique a également été attisé par une série de déclarations irréfléchies et délibérément provocatrices des représentants du pouvoir, du clergé, et des médias. Le rôle du premier secrétaire du Comité régional du PC, Usen Sydykov, a été pour le moins équivoque dans le déclenchement de ce conflit. Comme se le rappelle le général Orozov, directeur adjoint du KGB à l'époque, tout commença par la terre que de jeunes Kirghiz se mirent à réclamer. Sydykov leur dit : « Choisissez-vous-même ! » Ils choisirent alors un champ dans le voisinage d'un village ouzbek. Les Ouzbeks s'indignèrent : « Nous y faisons paître notre bétail ! » Sydykov répondit aux jeunes Kirghiz : « Pouvez-vous réunir 10 000 personnes ? Réunissez-les et dès lors, vous pourrez vous approprier la terre ! » (Rostovskij, 2010).

Le conflit interethnique a pu également naître de l'aspiration de ces divers groupes, nouvellement engagés dans un processus politique, de donner leur propre interprétation des intérêts nationaux de leur communauté (Zdravomyslov, 1997, p. 7). Mais lorsqu'on interprète les causes d'un conflit, il est important de considérer le rôle de l'ethnocratie ainsi que des élites :

La question clef pour comprendre les causes de la recrudescence du nationalisme et des conflits ethniques est celle du pouvoir, des aspirations des élites de la société à en prendre part, des liens entre le pouvoir et les récompenses matérielles sous la forme d'accès tant aux ressources qu'aux privilèges (Tiškov, 1997, p. 313).

Dans sa résolution « Sur les événements dans la région d'Och en RSS kirghize » du 26 septembre 1990, le Soviet des nationalités du Soviet suprême de l'URSS souligna les causes suivantes du conflit :

Les événements tragiques dans la région d'Och, liés aux désordres de masse, aux violences, aux actes de vandalisme, ayant mené à de lourdes conséquences, sont le résultat de graves erreurs en matière de politiques nationales et de gestion des ressources humaines, de manquements dans le travail éducatif en direction de la population, de sérieux problèmes économiques et sociaux

non traités, de nombreux faits de violation des principes de la justice sociale. Les dirigeants de la région et de la RSS kirghize n'ont pas su tirer la leçon des confrontations interethniques ayant eu précédemment lieu au sein de cette république. Ils ont fait montre d'une insouciance et d'une imprévoyance dans l'évaluation de la situation régionale, ignoré les informations leur parvenant sur la déstabilisation d'éléments nationalistes et du conflit larvé, et n'ont pas entrepris de mesures afin de le prévenir (Soviet suprême, 1990).

De fait, toutes ces causes ont engendré de manière continue des rixes ethniques qui, faute d'actions de la part des autorités, finirent par se transformer en un conflit à grande échelle. Durant cette période, les cadres dirigeants du PC kirghiz ne firent aucune déclaration politique sur les événements de 1990 et n'entreprirent aucune mesure pour améliorer la situation dans la sphère économique, du logement ou des relations intercommunautaires. En témoigne un sondage d'opinion conduit en 1995 au sud du Kirghizstan par le Centre kirghiz d'étude du monde et la société de consulting Professional-Manager⁴. Comme le montre le Tableau 5, à la question « Quelles sont, selon vous, les raisons des tensions interethniques ? », la majorité des personnes interrogées (55,6 %) évoquaient les difficultés économiques, tandis qu'ils étaient presque aussi nombreux (53,1 %) à considérer le manque de culture et d'éducation comme un élément déterminant. La part des facteurs culturels augmentait dès lors que l'on y rajoutait l'éducation familiale (35,4 %) ou la présence de personnes nationalistes (31,7 %).

Tableau 5
Quelles sont, selon vous, les raisons des tensions interethniques ?

	Total	Och	Djalalabad
Le contexte de crise économique	55,6 %	55,4 %	55,8 %
La présence de personnes nationalistes	31,7 %	29,2 %	35,1 %
Le manque de culture et d'éducation	53,1 %	49,2 %	58,1 %
Les provocations dans la presse, les émissions TV, etc.	16,5 %	14,2 %	17,1 %
Le mauvais comportement des membres de mon groupe ethnique	3,1 %	3,7 %	2,3 %
Le mauvais comportement des membres d'autres groupes ethniques	11,7 %	13,4 %	9,6 %
L'éducation familiale	35,4 %	33,6 %	37,8 %
Un sentiment d'infériorité	5,2 %	4,0 %	6,6 %
La politique intérieure du pouvoir en place	15,8 %	15,6 %	15,9 %
Le manque de terres et d'autres ressources	17,5 %	17,6 %	17,3 %

⁴ Le sondage fut réalisé sur un corpus de 1 008 personnes, dont 569 de la région d'Och et 439 de la région de Djalalabad. Les Kirghiz constituèrent 60,3 % de l'ensemble des sondés, les Ouzbeks 13,6 %, les Russes 14,5 %, les Tatars 3,5 % et représentants d'autres groupes 6,3 %.

L'absence de travail idéologique	12,4 %	11,1 %	14,1 %
Le manque de lois répressives efficaces	12,0 %	10,2 %	14,4 %
Autre	0,3 %	0,2 %	0,5 %

Les sondés avaient la possibilité de choisir jusqu'à trois réponses, ce qui explique les totaux supérieurs à 100 %.

Source : Bajčerikov & Nišanov, 1996, pp. 298-299

Il faut remarquer que si les Kirghiz expliquaient le conflit par la situation économique difficile (55,1 %) et le manque de culture (53,8 %), les Ouzbeks retenaient d'abord le déficit de culture et d'éducation (55,5 %) puis les difficultés économiques (48,9 %). La position des Russes était semblable (respectivement 60,3 % et 56,2 %) (Bajčerikov & Nišanov, 1996, p. 300).

Pour définir l'état des relations interethniques dans la région depuis le conflit, une question fut posée sur le retour potentiel des violences (voir Tableau 5). L'analyse des réponses par groupe ethnique révèle les différences de perception de ce risque. Ainsi les Kirghiz estimaient que cela était exclu ou peu probable (38,5 %), qu'il était difficile d'y répondre (34,5 %) et seulement 25,5 % envisageaient qu'un nouveau conflit était tout à fait probable et dans un avenir proche. Les Ouzbeks étaient moins nombreux à hésiter (16,8 % seulement trouvaient difficile d'y répondre) : 50,4 % estimaient qu'un nouveau conflit était probable et dans un avenir proche et seulement 35,8 % que c'était exclu ou peu probable. Les Russes étaient les plus pessimistes puisque 63,0 % s'attendaient à un nouveau conflit contre 15,7 % pour lesquels cela était exclu ou peu probable et 19,2 % incapables de répondre (*ibid.*, p. 305).

Tableau 5

Selon vous, est-il possible que les événements tragiques, liés au conflit interethnique, se reproduisent à nouveau ?

	Total	Och	Djalalabad
non, ceci est absolument exclu	12,2 %	16,0 %	7,3 %
ceci est peu probable	22,2 %	25,1 %	18,5 %
ceci est tout à fait probable	29,3 %	20,4 %	40,8 %
oui, ceci peut arriver dans un avenir proche	7,5 %	5,1 %	10,7 %
difficile de répondre	27,9 %	32,0 %	22,6 %

Source : Bajčerikov & Nišanov, 1996, pp. 302-303

Une question permettait enfin de sonder les solutions pour améliorer les relations entre les groupes ethniques (voir Tableau 6). La majorité des personnes interrogées ont proposé d'abord l'application rigoureuse des normes de la Constitution pour l'égalité des droits de tous les citoyens

(69,5 %), puis la possibilité de développer les langues et cultures des différents groupes ethniques (54,4 %) et enfin le besoin que le Président, le gouvernement et le parlement se préoccupent de cette question en permanence (42,8 %). Il est à noter que pour 70,8 % des Ouzbeks, la mesure prioritaire est de développer leur langue et leur culture. Cela traduit le fait que les besoins des Ouzbeks en matière culturelle et linguistique restent fondamentalement insatisfaits. Cette préoccupation concerne également 62,3 % des Russes (*ibid.*, p. 286).

Tableau 6
Que faut-il entreprendre pour améliorer les relations interethniques ?

	Total	Och	Djalalabad
Donner à tous les groupes ethniques la possibilité de développer leur langue et leur culture	54,4 %	54,8 %	53,8 %
Offrir des droits égaux de représentation au sein des structures du pouvoir	29,9 %	24,3 %	37,1 %
Mettre en place des émissions TV et radio dans les langues des différents groupes ethniques	29,9 %	26,2 %	34,6 %
Consolider les relations bienveillantes entre les représentants de différentes religions	40,4 %	42,5 %	37,6 %
Fixer au niveau législatif la primauté des Kirghiz	22,6 %	24,8 %	19,8 %
Fixer au niveau législatif la primauté d'autres groupes ethniques	10,7 %	8,6 %	13,4 %
Établir un contrôle rigoureux de la Constitution pour l'égalité des droits de tous les citoyens quelle que soit leur appartenance ethnique	69,5 %	65,6 %	74,4 %
Attirer l'attention des organisations internationales sur le problème	15,0 %	12,0 %	18,9 %
Le Président, le gouvernement et le parlement doivent se préoccuper de cette question en permanence	42,8 %	41,8 %	44,0 %
Ne rien faire	2,2 %	3,3 %	0,7 %

Source : Bajčerikov & Nišanov, 1996, pp. 284-285

Malgré les résultats de cette enquête, il faut déplorer que l'inaction et le laisser-faire des autorités kirghizes sur la question des relations interethniques ont conduit à de nouvelles violences entre les Kirghiz et les Ouzbeks du sud du pays en juin 2010. Une grave crise politique frappait alors le pays, à la suite du renversement du président Bakiev en avril 2010 et la lutte pour le pouvoir qui s'ensuivit entre les différentes factions de l'élite politique. Cette récurrence conflictuelle trouva son terreau dans les ressentiments qui existaient entre les deux groupes ethniques et qui n'avaient jamais été résorbés par les dirigeants politiques du pays depuis 1990. La réalité était telle, que les Kirghiz et les Ouzbeks se considéraient mutuel-

lement discriminés et injustement lésés de leurs droits. Cette perception réciproque négative ne cessa de se renforcer pendant les vingt années d'indépendance et constitua un facteur d'escalade des tensions interethniques. *De facto*, le conflit en juin 2010 faisait écho à celui de juin 1990, puisqu'il fut provoqué par les mêmes causes et aboutit à la même issue tragique.

Conclusion

Les événements tragiques de 1990 au sud du Kirghizstan furent provoqués par un ensemble de facteurs résultant d'une dégradation de la situation socio-économique de la région, d'un manque d'attention des autorités envers cette dégradation et de l'inaction des dirigeants de l'oblast et de la RSS kirghize en matière de prévention des confrontations interethniques. Outre l'affaiblissement du pouvoir de l'État, le conflit était également lié à la montée d'aspirations séparatistes au sein de la communauté ouzbèke, et de tentatives pour changer l'ordre constitutionnel de la république.

D'après ces éléments, les événements de 1990 peuvent être qualifiés de conflit socio-économique, de conflit ethno-territorial, de conflit de statut, de conflit séparatiste, ou encore de conflit culturel et linguistique, car tous ces facteurs y ont opéré simultanément. Si l'on tient compte de la nature et des objectifs du conflit, il s'agirait alors d'un conflit ethno-territorial et intercommunautaire. Toutefois, en nous fondant sur la typologie d'Étinger, l'on voit plus précisément dans le conflit de 1990 une lutte engendrée par l'aspiration de la minorité ouzbèke à réaliser son droit à l'autodétermination par la mise en place d'une structure étatique autonome. Mais il pourrait également résulter des recompositions territoriales arbitraires héritées de la période soviétique, ou encore des débats sur le statut de la langue ouzbèke, révélateurs des dissensions entre les deux principaux groupes ethniques de la région.

Les organisations ethno-nationales ouzbèke *Adolat* et kirghize *Oš-ajmagy* ne parvinrent pas à dépasser leurs stricts intérêts ethniques pour proposer un moyen d'entente interethnique et de prévention des conflits. Elles adoptèrent, bien au contraire, des positions hostiles aux tentatives des autorités de résoudre pacifiquement les tensions entre les deux groupes. La régulation des conflits d'origine ethnique est d'autant plus difficile qu'il existe des divergences entre les groupes ethniques en matière culturelle (la langue, la religion, le mode de vie), sociale ou politique, sans oublier

la possibilité d'ingérence de forces extérieures ayant un intérêt à ce que le conflit se perpétue.

Si les relations interethniques restent tendues au Kirghizstan, cela est dû à l'existence de facteurs de déstabilisation qui ont été exacerbés en 1990 mais ont perduré jusqu'à aujourd'hui : il s'agit des difficultés économiques telles que la pauvreté, le chômage, la hausse des prix, les migrations, mais également des blocages socio-politiques, tels que la faiblesse, la corruption et l'inaction des autorités publiques, la faible culture politique de la population et les violations des droits et libertés des citoyens ; enfin, il ne faut pas oublier les éléments socio-psychologiques, tels que le sentiment d'injustice éprouvé par les victimes, en particulier au sein de la population ouzbèke.

Une paix durable ne sera envisageable au Kirghizstan qu'au prix d'un réel investissement des dirigeants politiques, d'une diplomatie préventive, de mesures de pacification et d'une politique de reconstruction post-conflit. L'adoption d'un programme ambitieux de résolution des dissensions ethniques s'impose. Ce programme devra permettre d'améliorer la situation socio-économique du sud du pays, de créer de nouveaux emplois, de développer des infrastructures, d'élever le niveau de vie de la population, et de satisfaire les besoins culturels et linguistiques des Ouzbeks, notamment en garantissant l'utilisation de la langue ouzbèke dans les lieux de peuplement compact et en y conservant un enseignement en langue ouzbèke dans les écoles.

Traduit du russe par Anna ZAYTSEVA

Abréviations

CGA PD KR – Central'nyj Gosudarstvennyj Arkhiv Političeskoj dokumentacii Kyrgyzskoj Respubliki [Archive centrale d'État de la documentation politique du Kirghizstan]

AŽK KR – Arkhiv Žogorku Keneša Kyrgyzskoj Respubliki [Archive parlementaire du Kirghizstan]

Bibliographie

ANONYME, 1990a, «K sobytiâm v Ošskoj oblasti» [Les événements dans l'oblast d'Och], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 5 juin.

- , 1990b, «K sobytiâm v Ošskoj oblasti» [Les événements dans l'oblast d'Och], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 6 juin.
- , 1990c, «Pole razdora» [Champ de discorde], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 6 juin.
- , 1990d, «K sobytiâm v Ošskoj oblasti i g. Frunze» [Les événements dans l'oblast d'Och et la ville de Frounze], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 8 juin.
- , 1990e, «K sobytiâm v Ošskoj oblasti» [Les événements dans l'oblast d'Och], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 9 juin.
- , 1990f, «K sobytiâm v Ošskoj oblasti» [Les événements dans l'oblast d'Och], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 13 juin.
- ARUTÛNÂN Û.V., DROBIŽEVA L.M. & SUSOKOLOVA A.A., 1999, *Ètnosociologîâ* [Ethnosociologie], Moscou : Aspekt-Press.
- ASANKANOV A.A., 1996, «Mežetničeskij konflikt na ũge Kyrgyzstana (1990 g.)» [Conflit interethnique au sud du Kirghizstan (1990)], in E. Šukurov, A. Ališeva & A. Tabyšalieva, *Renessans ili regress* [Renaissance ou régression], Bichkek : Centre des études mondiales du Kirghizstan.
- , 2009, *Istoriâ Kyrgyzstana (s drevnejšikh vremen do našikh dneĳ)* [L'Histoire du Kirghizstan (des temps anciens à nos jours)], Bichkek : Èrkin Too.
- BAJČERIKOV Temir & NIŠANOV Vitalij, 1996, «Problemy mežetničeskikh otnošenij v Kyrgyzstane» [Problèmes de relations interethniques au Kirghizstan], in E. Šukurov, A. Ališeva & A. Tabyšalieva, *op. cit.*, pp. 89-93.
- ÈLEBAEVA A.B & IORDAN M.V., 1995, *Razvitie mežetničeskikh otnošenij v novykh nezavisimykh gosudarstvakh Central'noj Azii* [Le Développement des relations interethniques dans les nouveaux États indépendants d'Asie centrale], Bichkek : Ilim.
- ÈTINGER Â, 1993, «Mežnacional'nye konflikty v SNG i meždunarodnyĳ opyt» [Conflits interethniques dans la CEI et expérience internationale], *Svobodnaâ mysl'*, n° 3, p. 89.
- GOSKOMSTAT, 1990, *Naselenie SSSR. Po dannym vsesoũznoj perepisi naseleniâ 1989 g.* [La Population de l'URSS. D'après les données du recensement soviétique de population de 1989], Moscou : Financy i statistika.
- KENŽESARIEV U., 2010, «Vulkan v cepâkh» [Le volcan enchaîné], *Večernij Biškeĳ*, 4 juin.
- KNÂZEVA A., 2012, *Vektory i paradigmy kirgizskoj nezavisimosti (očerki postsovetskoĳ istorii)* [Vecteurs et paradigmes de l'indépendance kirghize : essais d'histoire postsoviétique], Bichkek, OFAK.
- MASALIEV Absamat, 2004, *Narod dolžen znat' pravdu* [Le Peuple doit connaître la vérité], Bichkek : Megamedia.
- MYRZAKMATOV Melis, 2011, *V poiskakh istiny* [À la recherche de la vérité], Bichkek : Turar.
- OMURALIEV Nurlan, 2010, «Ošskaâ reznâ 1990 g. Khronologiâ tragedii» [Le massacre d'Och de 1990. Chronologie de la tragédie], *Fergananeĳs*, 8 juin [http://www.fergananeĳs.com/articles/6601].

- PAIN È.A. & POPOV A.A., 1990, «Mežnacional'nye konflikty v SSSR» [Conflits interethniques en URSS], *Sovetskaâ ètnografiâ*, n° 1, pp. 3-15.
- PONOMAREV Vitalij, 1991, *Samodeâtel'nye obšestvennye organizacii Kazakhstana i Kirgizii 1987-1991 (opyt spravočnika)* [Organisations de la société civile du Kazakhstan et de Kirghizie 1987-1991 (annuaire)], Moscou : Institut d'étude des processus extrêmes de l'URSS.
- RAZZAKOV Talant, 2011, *Ošskie sobytiâ 1990 g.* [Les Événements d'Och de 1990], Bichkek.
- ROSTOVSKIJ M., 2010, «Reznâ na ûge Kirgizii: kto za ètim stoit?» [Massacre au sud de la Kirghizie : qui se cache derrière ?], *Moskovskij komsomolec*, 15 juin.
- SOVIET SUPRÊME DE L'URSS, 1990, «Postanavlénie Soveta nacional'nostej "O sobytiâkh v Ošskoj oblasti Kirgizskoj SSR"» [Résolution du Comité des nationalités « sur les événements d'Och en RSS kirghize »], *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 30 septembre.
- TIŠKOV Valerij, 1997, *Očerki teorii i politiki ètničnosti v Rossii* [Essai de théorie et politique de l'ethnicité en Russie], Moscou : Russkij Mir.
- ZDRAVOMYSLOV A., 1997, *Mežnacional'nye konflikty v postsovetskom prostranstve* [Conflits interethniques dans l'espace postsoviétique], Moscou : Aspekt-Press.
- ZELENKOV M., 2006, *Mežnacional'nye konflikty: problemy i puti ikh rešeniâ (pravovoj aspekt)* [Conflits interethniques : problèmes et voies de résolution (aspect juridique)], Voronež : VGU.

Résumé

Cet article propose une analyse historiographique du conflit survenu en juin 1990 entre les Kirghiz et les Ouzbeks du sud de la RSS kirghize dans le but de comprendre les origines et le déroulement des événements. En reprenant les différentes typologies proposées pour catégoriser les conflits post-soviétiques, l'auteure s'interroge sur la nature réelle des événements de 1990 dans une logique de déconstruction du simple cadre ethnique.

Mots-clés : conflit interethnique, Och, Ouzbeks, Kirghizstan

Abstract

A Historiography of 1990 Conflict in South Kyrgyzstan

This article offers a historiographical analysis of the conflict that occurred in June 1990 between Kyrgyz and Uzbeks in the South region of the Kyrgyz SSR, with the aim to understand the origins and the course of the events. Drawing on the different typologies developed to classify the numerous conflicts that took place in the post-Soviet space, the author questions the real nature of 1990 events in a logic of deconstruction of the ethnic framing.

Keywords : interethnic conflict, Osh, Uzbeks, Kyrgyzstan

Аннотация*Историография событий 1990 года на юге Кыргызской Республики*

В данной статье предлагается историографический анализ конфликта в целях понимания истоков и ходов событий, произошедших в июне 1990 года между кыргызами и узбеками на юге Кыргызской ССР. Автор, затрагивая разные выдвинутые типологии и классификации постсоветских конфликтов, рассматривает реальный характер событий 1990 года в рамках.

Ключевые слова: межэтнический конфликт, Ош, узбеки, Кыргызская Республика